

N°396  
MAI  
2023

# BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence  
France Trésor

page 1

Actualité  
économique

page 2

Données générales  
sur la dette

page 3

Marché  
secondaire

page 5

Dettes négociables  
de l'État

page 6

Économie française et  
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence  
France Trésor

## PUBLICATION DU RAPPORT ANNUEL ET POINT SUR LE PROGRAMME DE FINANCEMENT DE LA CADES

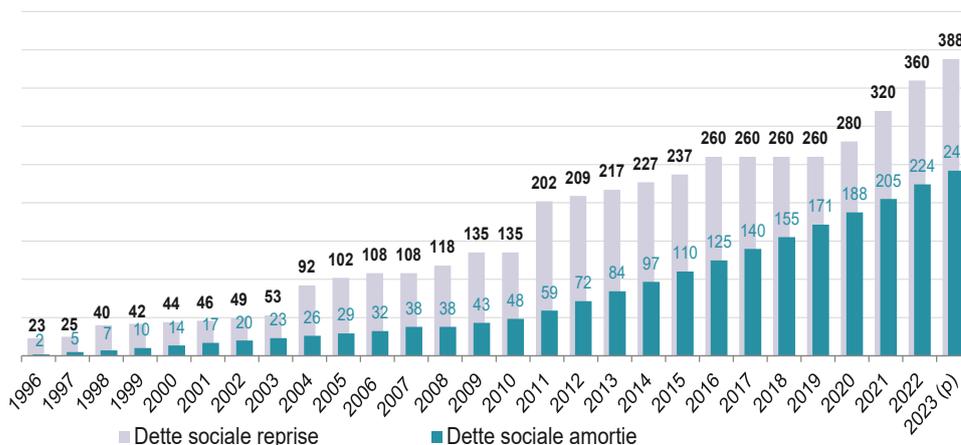
Créée en 1996 par le gouvernement français, la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale (CADES) a pour mission de financer et d'amortir la dette sociale en France par l'émission d'emprunts obligataires à court, moyen et long terme sur les marchés de capitaux internationaux. Depuis le 1er octobre 2017, les équipes de la CADES et de l'AFT se sont rapprochées afin de constituer un pôle d'excellence dans l'émission de titres publics français. Dans ce cadre, la CADES a confié à l'AFT la responsabilité opérationnelle de ses activités de financement. L'AFT agit au nom et pour le compte de la CADES en utilisant ses personnels qu'elle lui a mis à disposition.

La CADES a publié, en avril dernier, son rapport annuel afin de présenter sa gestion et ses comptes pour l'exercice 2022. Ainsi, sur 2022, la Caisse a réalisé un programme à moyen et long terme d'un montant de 38,1 milliards d'euros, devenant le premier émetteur mondial d'obligations sociales. De plus, son résultat record de 18,9 milliards d'euros, dont l'affectation est mécaniquement dédiée à l'amortissement de la dette sociale, a permis à la CADES de poursuivre la mission que lui a confiée le Parlement.

En 2022, la CADES a ainsi procédé à neuf emprunts de référence sous format social (6 emprunts en euros et 3 en dollars) pour un montant total de 36 milliards d'euros, pour des maturités allant de 3 à 10 ans ; et à trois emprunts de diversification (augmentations de souche, placements privés) d'un montant total de 2,1 milliards d'euros.

La loi relative à la dette sociale et à l'autonomie du 7 août 2020, votée dans le contexte de la Covid-19, a organisé la reprise de dette de la Sécurité sociale par la CADES à hauteur de 136 milliards d'euros dès 2020. En 2022, pour la troisième année, la CADES a repris et financé une nouvelle tranche de 40 milliards d'euros de dette sociale, tout en assumant sa tâche d'amortissement d'emprunts arrivés à échéance au cours de cette même année. Au 31 décembre 2022, 224,3 milliards d'euros de dette sociale ont ainsi été amortis par la CADES sur les 360,5 milliards d'euros repris depuis sa création (y compris les 40 milliards d'euros au titre de 2022).

### Graphique : Evolution de la dette sociale reprise vs. part de la dette sociale amortie (En Md €)



Source : CADES

Pour 2023, la CADES a annoncé un programme de financement indicatif d'un montant de 30 milliards d'euros, dont 25 milliards d'euros à moyen et long terme, et le Parlement a voté dans le cadre de la Loi de financement de la Sécurité sociale pour 2023, un objectif d'amortissement de 17,7 milliards d'euros de la dette sociale et une reprise de 27,2 milliards d'euros par la CADES prévu pour 2023. Le solde de la reprise votée de 136 milliards d'euros, soit 8,8 milliards d'euros liés aux déficits 2023, pourra faire l'objet d'une reprise de dette en 2024.

Au 31 mai 2023, avec 4 emprunts réalisés dont deux en euros et deux en dollars, la CADES a déjà émis 15,5 milliards d'euros. Ainsi, le taux de réalisation du programme d'émission de la CADES en 2023 dépasse les 60 %, un taux d'avancement en ligne avec les années précédentes. De plus, les deux premières syndications de l'année de la CADES se sont distinguées par leur livre d'ordre ainsi que leur nombre record d'investisseurs.

Ce Programme de Stabilité a pour objectif d'exposer les prévisions de croissance et la trajectoire de finances publiques que le Gouvernement s'est fixée à l'horizon 2027. Cette trajectoire traduit l'objectif de retour à des comptes publics normalisés une fois les crises sanitaires et de l'énergie passées : le déficit public reviendrait sous le seuil de 3 % de PIB à l'horizon 2027, et ce grâce à un redressement du solde structurel de 1,3 point entre 2023 et 2027 et à la dynamique attendue de l'activité. Le ratio de dette publique s'inscrirait en baisse, avec une stricte décroissance année après année sur l'ensemble de la trajectoire et à un rythme marqué à compter de 2026.

À court terme, ce Programme de Stabilité est marqué par les conséquences des tensions inflationnistes pesant sur l'économie ainsi que par les mesures prises par le Gouvernement pour y répondre, en limitant la hausse des prix et en soutenant les ménages et les entreprises. Ces mesures ont été mises en œuvre depuis l'automne 2021 et continuent de l'être, notamment à travers la loi de finances initiale pour 2023.

Après la forte hausse de +2,6 % en 2022, l'activité en France progresserait de +1,0 % en 2023, les conséquences de l'invasion russe en Ukraine continuant de peser sur la croissance. L'inflation atteindrait +4,9 % en moyenne annuelle, après +5,2 % en 2022, avec une première partie de l'année marquée par une inflation des produits alimentaires et manufacturés élevée du fait de la diffusion toujours à l'œuvre des hausses passées des prix des matières premières et de l'énergie. Un repli progressif s'opérerait ensuite à partir du 2e semestre 2023, dans le sillage des baisses passées des prix des matières premières agricoles comme industrielles, déjà observées depuis l'été 2022, ainsi que du ralentissement des prix de production, observé depuis début 2023. Après un recul marqué au 4e trimestre 2022, la consommation des ménages rebondirait graduellement en 2023 en lien avec le fléchissement progressif de l'inflation et un pouvoir d'achat des ménages préservé (+0,5 %) notamment grâce aux mesures de soutien du Gouvernement. En moyenne annuelle, la consommation des ménages progresserait très modestement (+0,2 %). L'investissement des ménages se replierait après des années 2021 et 2022 exceptionnelles, affecté par le resserrement de la politique monétaire. À l'inverse, l'activité bénéficierait de la résilience de l'investissement des entreprises, soutenu notamment par la baisse de la fiscalité sur la production, et du soutien de la demande publique.

En 2024, la croissance rebondirait, à +1,6 %. L'inflation poursuivrait son recul progressif et s'établirait à +2,6 %. L'activité serait soutenue notamment par un rattrapage de la consommation des ménages dans le sillage du rebond du pouvoir d'achat et de la normalisation progressive des comportements d'épargne, ainsi que par des exports dynamiques. Ceux-ci bénéficieraient du rattrapage progressif des secteurs les plus affectés par la crise sanitaire (dont l'aéronautique) et des effets des mesures d'offre du Gouvernement. L'activité serait ainsi au-dessus de son rythme tendanciel.

Concernant les finances publiques, le déficit public 2022 s'est établi à -4,7 % du PIB en nette amélioration par rapport à 2021 (-6,5 % du PIB) et 2020 (-9,0 % du PIB), deux années marquées par une mobilisation exceptionnelle des finances publiques pour répondre à la crise sanitaire et à ses répercussions économiques. L'année 2023, première année du présent Programme de Stabilité, est marquée par la poursuite de l'action du Gouvernement pour protéger les ménages et les entreprises les plus affectés par la hausse des prix, avec notamment le renforcement des dispositifs pour les entreprises avec l'amortisseur électricité et les aides guichet. Le coût net de l'ensemble de ces mesures de soutien s'établirait à 31 Md€. Par ailleurs, l'évolution spontanée des prélèvements obligatoires serait moins allante que l'activité, par symétrie à son fort dynamisme de 2022. Enfin, l'année 2023 marquerait la quasi-disparition des dépenses de soutien d'urgence, encore élevées en matière de santé en 2022, et par la baisse des dépenses de relance qui ont désormais passé leur pic. Le solde public se dégraderait légèrement par rapport à 2022, pour s'établir à -4,9 % du PIB, supérieur de +0,1 point de PIB à la prévision sous-jacente à la LFI pour 2023.

À l'horizon 2027, le déficit public continuerait de s'améliorer et passerait sous le seuil de 3 % de PIB. Cette amélioration serait permise par un ajustement structurel cumulé de +1,3 point entre 2024 et 2027. Cet objectif sera atteint via une maîtrise de la dépense publique sur tous les sous-secteurs (+0,6 % en volume hors urgence et relance en moyenne sur la période 2023-2027). L'amélioration du solde serait également due à l'amélioration pour +0,8 point de sa composante conjoncturelle entre 2023 et 2027 : en effet, celle-ci serait nulle en 2027, du fait de la fermeture attendue de l'écart de production à cet horizon, alors qu'elle pèse encore à court terme sur le déficit. Il s'agirait là d'une première étape de renforcement de la soutenabilité de la dette publique, dans une trajectoire de convergence vers l'objectif européen de moyen terme (OMT) de solde structurel de -0,4 % du PIB.

Le ratio de dette publique s'inscrirait en baisse, à un rythme marqué à compter de 2026. La dette passerait ainsi du point haut atteint en 2020 à 114,6 % du PIB, à 109,6 % en 2023 puis à 108,3 % en 2027. Cette baisse serait permise par l'amélioration du solde public. Plus précisément, l'écart entre le solde public et le solde stabilisant la dette augmenterait et atteindrait jusqu'à 1 point de PIB en 2027, expliquant l'accentuation du reflux du ratio de dette en fin de période. Ce redressement progressif des finances publiques doit s'accompagner d'un renforcement de la qualité des dépenses, notamment des investissements indispensables pour assurer les transitions écologique et numérique, atteindre le plein emploi, réarmer le régalién et s'assurer de la compétitivité de nos entreprises. Dans ce contexte, les dépenses des plans France Relance et France 2030 se poursuivront, permettant de soutenir l'activité et le potentiel de croissance, en accélérant la transition écologique, en favorisant l'investissement, l'innovation, la cohésion sociale et territoriale et en assurant la souveraineté numérique et industrielle.

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	
<b>Croissance du PIB</b>	<b>2,6</b>	<b>1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>(croissance réelle)</b>
<b>Solde public</b>	<b>-4,7</b>	<b>-4,9</b>	<b>-4,4</b>	<b>-3,7</b>	<b>-3,2</b>	<b>-2,7</b>	<b>(% du PIB)</b>
Solde conjoncturel	-0,6	-0,8	-0,7	-0,5	-0,3	0,0	(% du PIB)
Solde structurel	-4,0	-4,0	-3,6	-3,1	-2,8	-2,6	(% du PIB potentiel)
<i>Mesures ponctuelles et temporaires</i>	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	(% du PIB potentiel)
Ratio de dépenses publiques	57,5	56,0	55,1	54,6	54,0	53,5	(% du PIB)
Ratio de prélèvements obligatoires	45,3	44,3	44,1	44,4	44,4	44,4	(% du PIB)
Evolution de la dépense publique hors crédit d'impôt	4,0	3,8	2,5	2,7	2,2	2,4	(croissance nominale)
	-1,3	-1,1	0,0	0,7	0,5	0,7	(croissance réelle)
<b>Dette publique</b>	<b>111,6</b>	<b>109,6</b>	<b>109,5</b>	<b>109,4</b>	<b>109,2</b>	<b>108,3</b>	<b>(% du PIB)</b>

### CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

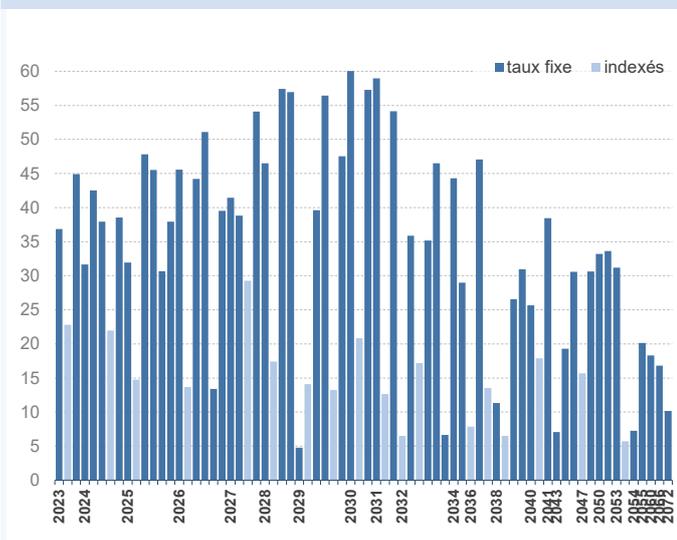
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
<b>Juin 2023</b>	date d'adjudication	5	12	19	26	/	15	1	15
	date de règlement	7	14	21	28	/	19	5	19
<b>Juillet 2023</b>	date d'adjudication	3	10	17	24	31	20	6	20
	date de règlement	5	12	19	26	02/08	24	10	24

décalage (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

### DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 30 AVRIL 2023

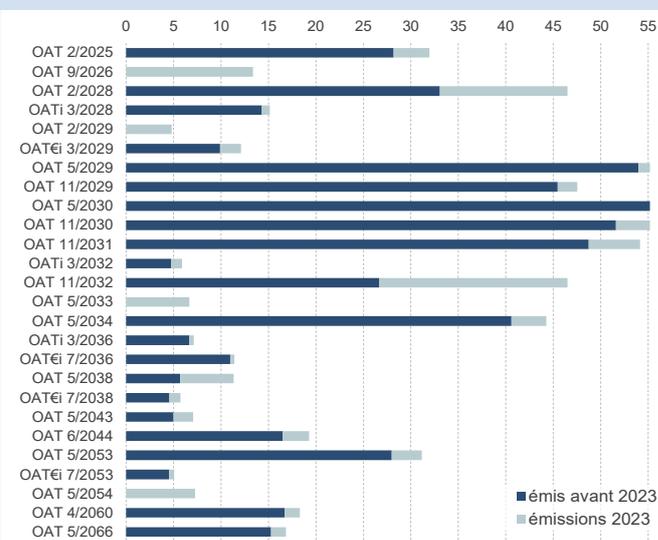
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 30 AVRIL 2023

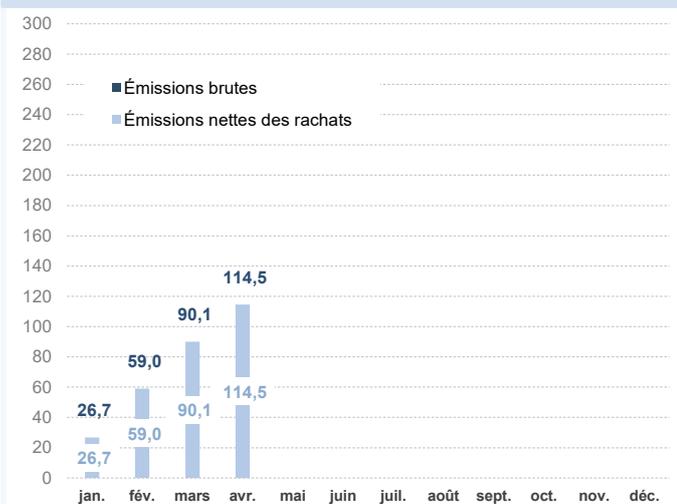
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### ÉMISSIONS AU 30 AVRIL 2023

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 30 AVRIL 2023

EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
mai-23	10,4	36,8
juin-23	0,6	
juil-23	2,6	23,2
août-23		
sept-23	0,3	
oct-23	8,3	44,9
nov-23	2,5	
déc-23		
janv-24		
févr-24	0,5	31,7
mars-24	0,1	42,5
avr-24	8,4	

Source : Agence France Trésor

## DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2022

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



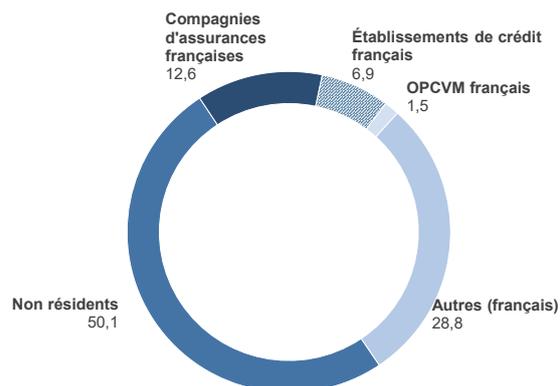
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

## DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2022

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 30 AVRIL 2023

EN EUROS

<b>Total dette à moyen terme et long terme</b>	<b>2 201 676 295 009</b>
Encours démembré	49 631 652 400
Durée de vie moyenne	9 ans et 19 jours
<b>Total dette à court terme</b>	<b>150 374 000 000</b>
Durée de vie moyenne	127 jours
<b>Encours total</b>	<b>2 352 050 295 009</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>8 ans et 181 jours</b>

Source : Agence France Trésor

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2019 AU 30 AVRIL 2023

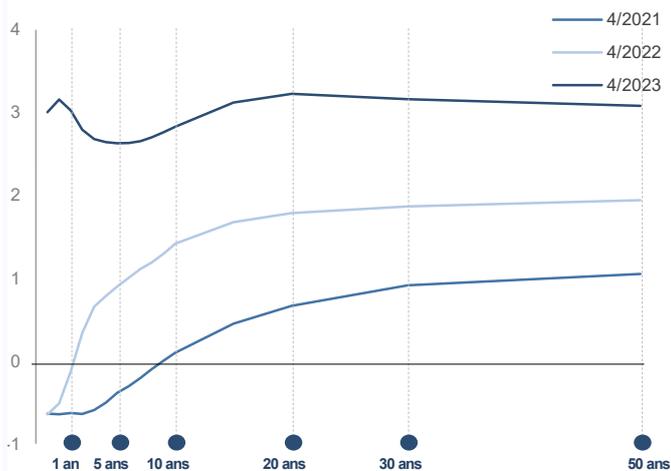
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2020	Fin 2021	Fin 2022	Fin mars 2023	Fin avril 2023
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>2 001</b>	<b>2 145</b>	<b>2 278</b>	<b>2 329</b>	<b>2 352</b>
<i>dont titres indexés</i>	220	236	262	267	271
<b>Moyen et Long Terme</b>	<b>1 839</b>	<b>1 990</b>	<b>2 129</b>	<b>2 184</b>	<b>2 202</b>
<b>Court Terme</b>	162	155	148	145	150
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>
	73 jours	153 jours	184 jours	196 jours	181 jours

Source : Agence France Trésor

### COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

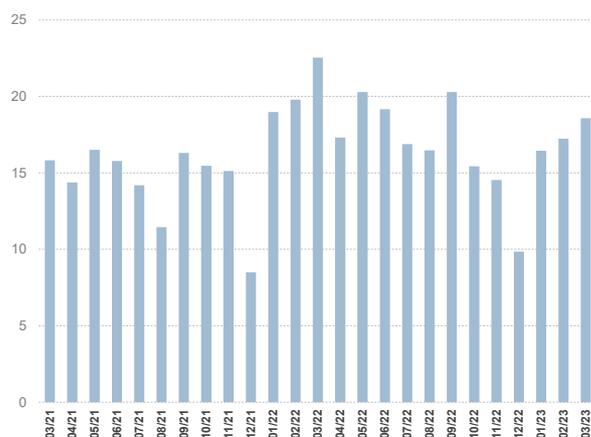
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

### VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

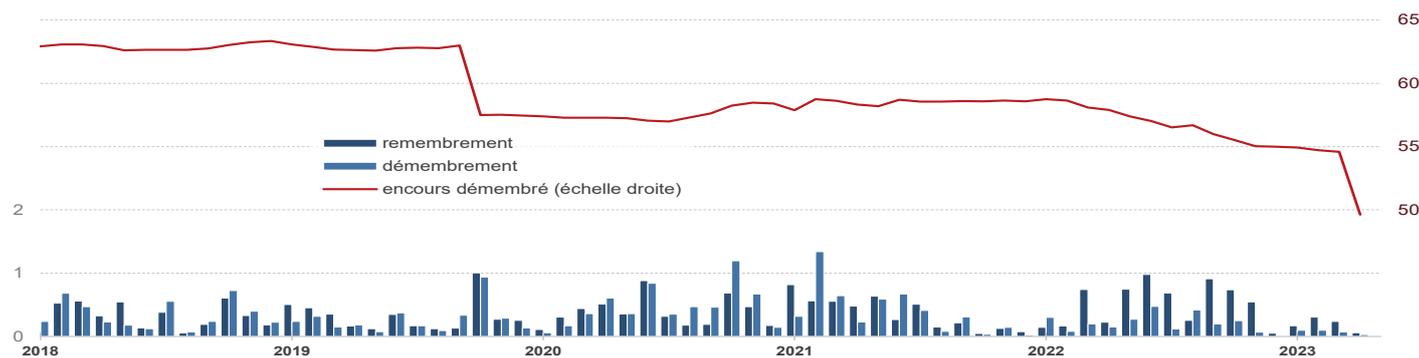
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

### MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBREMENT ET DE REMEMBREMENT

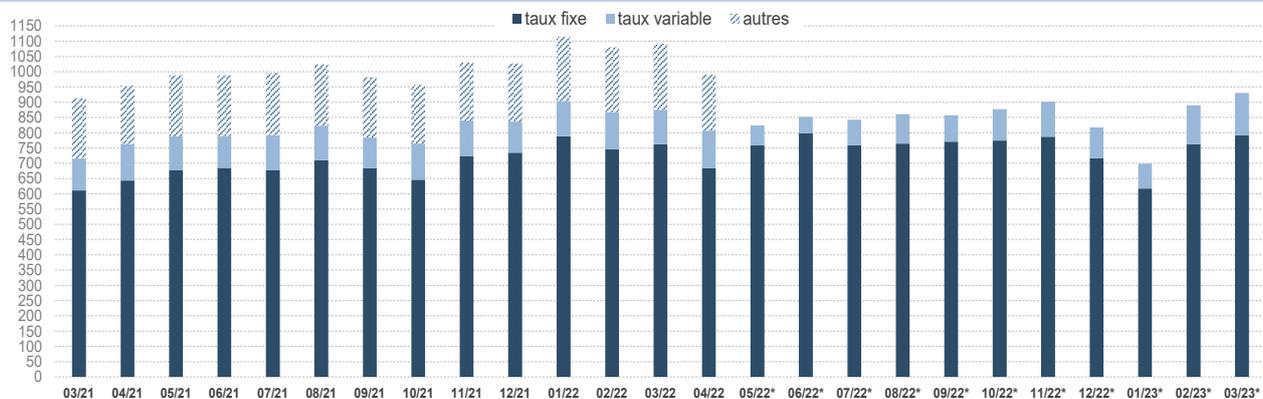
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

### ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



\*Nouveau format de collecte de données reposant notamment sur des encours en valeur faciale

Source : déclarations des SVT

**DETTE À COURT TERME AU 30 AVRIL 2023**

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0127462879	BTF 4 mai 2023	5 546 000 000
FR0127613422	BTF 11 mai 2023	5 280 000 000
FR0127176388	BTF 17 mai 2023	4 721 000 000
FR0127613430	BTF 24 mai 2023	5 705 000 000
FR0127462887	BTF 1 juin 2023	3 374 000 000
FR0127613448	BTF 7 juin 2023	5 293 000 000
FR0127176396	BTF 14 juin 2023	7 311 000 000
FR0127613455	BTF 21 juin 2023	5 660 000 000
FR0127613463	BTF 28 juin 2023	6 601 000 000
FR0127921098	BTF 5 juillet 2023	5 567 000 000
FR0127317016	BTF 12 juillet 2023	6 536 000 000
FR0127921106	BTF 19 juillet 2023	6 143 000 000
FR0127613471	BTF 26 juillet 2023	5 992 000 000
FR0127317024	BTF 9 août 2023	7 425 000 000
FR0127613489	BTF 23 août 2023	6 509 000 000
FR0127317032	BTF 6 septembre 2023	6 198 000 000
FR0127921155	BTF 20 septembre 2023	6 331 000 000
FR0127462895	BTF 4 octobre 2023	6 936 000 000
FR0127462903	BTF 1 novembre 2023	6 485 000 000
FR0127462911	BTF 29 novembre 2023	12 026 000 000
FR0127613497	BTF 24 janvier 2024	7 455 000 000
FR0127613505	BTF 21 février 2024	6 668 000 000
FR0127613513	BTF 20 mars 2024	8 109 000 000
FR0127921064	BTF 17 avril 2024	2 503 000 000

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2023 - 2026) AU 30 AVRIL 2023**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2023</b>		<b>104 565 287 040</b>				
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	36 844 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10% 25 juillet 2023	22 803 287 040 (1)	1,26348	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	44 918 000 000			473 575 000	
<b>Échéance 2024</b>		<b>172 659 185 340</b>				
FR0014001N46	OAT 0,00% 25 février 2024	31 676 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00% 25 mars 2024	42 533 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	37 948 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	21 966 185 340 (1)	1,22586	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x
<b>Échéance 2025</b>		<b>208 613 114 498</b>				
FR0014007TY9	OAT 0,00% 25 février 2025	31 960 000 000			0	x
FR0012558310	OATi 0,10% 1 mars 2025	14 733 186 380 (1)	1,15166	12 793 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00% 25 mars 2025	47 814 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50% 25 mai 2025	45 530 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00% 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 733 264 400	
FR0012938116	OAT 1,00% 25 novembre 2025	37 922 000 000			0	x
<b>Échéance 2026</b>		<b>207 481 833 000</b>				
FR0013508470	OAT 0,00% 25 février 2026	45 590 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10% 1 mars 2026	13 685 833 000 (1)	1,15007	11 900 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50% 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50% 25 mai 2026	51 113 000 000			0	x
FR001400FYQ4	OAT 2,50% 24 septembre 2026	13 364 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	39 527 000 000			0	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2027 ET PLUS) AU 30 AVRIL 2023**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2027</b>		<b>163 604 816 710</b>				
FR0014003513	OAT 0,00% 25 février 2027	41 446 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00% 25 mai 2027	38 814 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	29 245 816 710 (1)	1,29001	22 671 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	54 099 000 000			0	
<b>Échéance 2028</b>		<b>178 299 185 048</b>				
FR001400AIN5	OAT 0,75% 25 février 2028	46 492 000 000			0	x
FR0013238268	OATi 0,10% 1 mars 2028	17 392 116 980 (1)	1,14974	15 127 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	35 068 068 (2)		46 232 603	-	
FR0013286192	OAT 0,75% 25 mai 2028	57 437 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75% 25 novembre 2028	56 943 000 000			0	x
<b>Échéance 2029</b>		<b>175 684 299 123</b>				
FR001400H198	OAT 2,75% 25 février 2029	4 787 000 000			0	x
FR0013410552	OAT€i 0,10% 1 mars 2029	14 066 320 950 (1)	1,16145	12 111 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50% 25 avril 2029	39 618 880 458			1 783 346 100	
FR0013407236	OAT 0,50% 25 mai 2029	56 452 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40% 25 juillet 2029	13 230 097 715 (1)	1,44038	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00% 25 novembre 2029	47 530 000 000			0	x
<b>Échéance 2030</b>		<b>138 425 615 520</b>				
FR0011883966	OAT 2,50% 25 mai 2030	60 294 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70% 25 juillet 2030	20 852 615 520 (1)	1,21011	17 232 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00% 25 novembre 2030	57 279 000 000			0	x
<b>Échéance 2031</b>		<b>125 775 333 960</b>				
FR0012993103	OAT 1,50% 25 mai 2031	58 987 000 000			52 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10% 25 juillet 2031	12 654 333 960 (1)	1,15186	10 986 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00% 25 novembre 2031	54 134 000 000			0	x
<b>Échéance 2032</b>		<b>141 270 989 970</b>				
FR0014003N51	OATi 0,10% 1 mars 2032	6 509 613 910 (1)	1,10501	5 891 000 000	0	x
FR0014007L00	OAT 0,00% 25 mai 2032	35 865 000 000			0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	17 198 053 460 (1)	1,49198	11 527 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	35 192 322 600			10 081 857 400	
FR001400BKZ3	OAT 2,00% 25 novembre 2032	46 506 000 000			0	x
<b>Échéance 2033</b>		<b>6 664 000 000</b>				
FR001400H7V7	OAT 3,00% 25 mai 2033	6 664 000 000			0	x
<b>Échéances 2034 et plus</b>		<b>578 632 634 800</b>				
FR0013313582	OAT 1,25% 25 mai 2034	44 284 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	29 004 000 000			1 949 837 000	
FR0013524014	OATi 0,10% 1 mars 2036	7 852 742 410 (1)	1,10183	7 127 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	47 051 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10% 25 juillet 2036	13 533 147 820 (1)	1,18691	11 402 000 000	0	x
FR0014009062	OAT 1,25% 25 mai 2038	11 345 000 000			0	x
FR001400AQH0	OAT€i 0,10% 25 juillet 2038	6 495 103 280 (1)	1,13096	5 743 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 542 941 400	
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	30 941 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50% 25 mai 2040	25 660 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80% 25 juillet 2040	17 868 395 160 (1)	1,38204	12 929 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50% 25 avril 2041	38 446 000 000			4 069 399 000	
FR001400CMX2	OAT 2,50% 25 mai 2043	7 068 000 000			0	x
FR0014002JM6	OAT 0,50% 25 juin 2044	19 273 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	30 557 000 000			848 110 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10% 25 juillet 2047	15 689 588 530 (1)	1,20439	13 027 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00% 25 mai 2048	30 644 000 000			640 300 000	x
FR0013404969	OAT 1,50% 25 mai 2050	33 195 000 000			225 900 000	x
FR0013480613	OAT 0,75% 25 mai 2052	33 622 000 000			692 100 000	x
FR0014004J31	OAT 0,75% 25 mai 2053	31 169 000 000			183 000 000	x
FR0014008181	OAT€i 0,10% 25 juillet 2053	5 722 657 600 (1)	1,13096	5 060 000 000	0	x
FR001400FTH3	OAT 3,00% 25 mai 2054	7 268 000 000			11 000 000	x
FR0010171975	OAT 4,00% 25 avril 2055	20 118 000 000			11 128 318 000	
FR0010870956	OAT 4,00% 25 avril 2060	18 312 000 000			8 905 904 100	
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	16 828 000 000			1 176 700 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50% 25 mai 2072	10 152 000 000			91 200 000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[2] valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

### DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-0,5 %	03/2023
Consommation des ménages*, glissement annuel	-4,1 %	04/2023
Taux de chômage (BIT)	7,1 %	T1-2023
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	5,9 %	04/2023
• ensemble hors tabac	5,8 %	04/2023
Solde commercial, fab-fab, cvs	-8,0 Md€	03/2023
" "	-9,3 Md€	02/2023
Solde des transactions courantes, cvs	1,4 Md€	03/2023
" "	-1,5 Md€	02/2023
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	2,83 %	31/5/2023
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	3,48 %	31/5/2023
Euro / dollar	1,07	31/5/2023
Euro / yen	150,12	31/5/2023

### SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

EN MILLIARDS D'EUROS

	2021	2022	niveau à la fin mars		
			2021	2022	2023
Solde du budget général	-171,52	-158,20	-48,86	-27,81	-42,48
Recettes	324,95	354,74	63,38	79,96	73,47
Dépenses	496,47	512,94	112,23	107,76	115,94
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,79	6,73	-11,21	-10,53	-12,25
Solde général d'exécution	-170,73	-151,47	-60,07	-38,33	-54,72

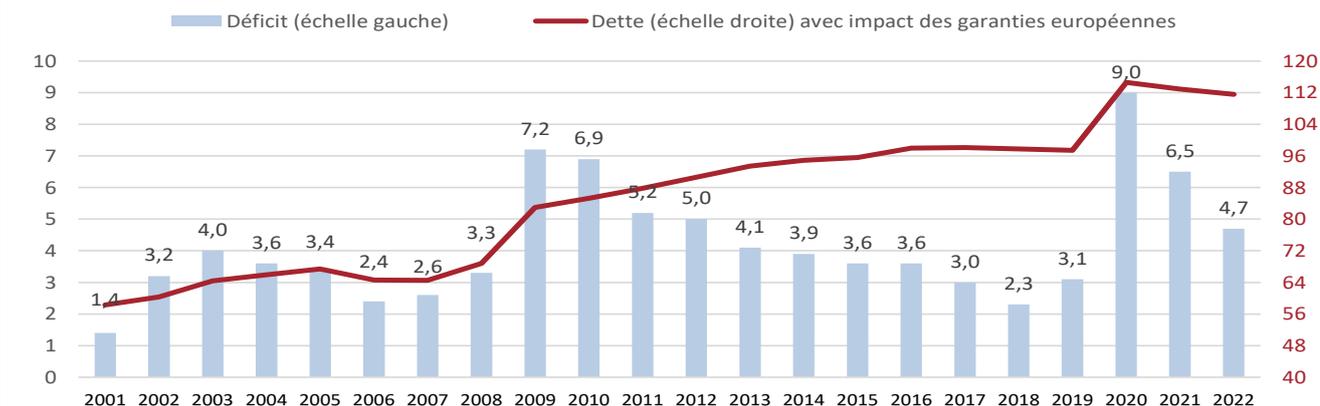
\* produits manufacturés

Sources : Insee, MEFSIN, Banque de France

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

### FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

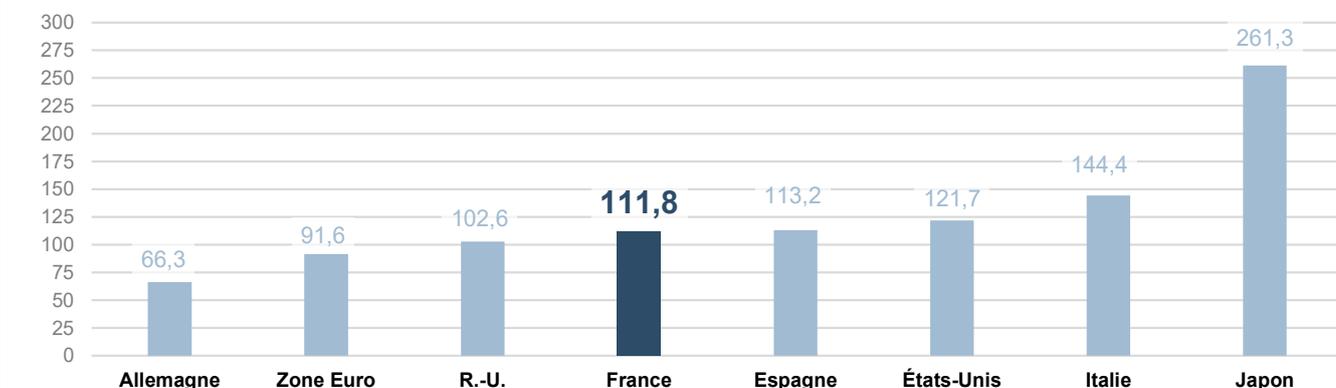
EN % DU PIB



Source : Insee

### DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2022

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

JUIN 2023 

<b>1</b> Inflation de la zone euro (IPCH) : indice provisoire de mai	<b>2</b> Indice de la production industrielle en avril	<b>7</b> Balance des paiements	<b>7</b> Commerce extérieur en valeur en avril	<b>8</b> Emploi salarié : résultats définitifs au T2	<b>15</b> Réserves nettes de change en mai
<b>15</b> Indice des prix à la consommation en mai - résultats définitifs	<b>16</b> Inflation de la zone euro (IPCH) : indice définitif de mai	<b>22</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en juin	<b>28</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en juin	<b>30</b> Dépenses de consommation des ménages en biens en mai	<b>30</b> Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en mai
<b>30</b> Dettes trimestrielles de Maastricht des administrations publiques	<b>30</b> Indice des prix à la consommation en juin - résultats provisoires	<b>30</b> Inflation de la zone euro (IPCH) : indice provisoire de juin			

JUILLET 2023 

<b>5</b> Indice de la production industrielle en avril	<b>7</b> Balance des paiements	<b>7</b> Commerce extérieur en valeur en mai	<b>13</b> Indice des prix à la consommation en juin - résultats définitifs	<b>13</b> Réserves nettes de change en juin	<b>19</b> Inflation de la zone euro (IPCH) : indice définitif de juin
<b>20</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en juillet	<b>26</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en juillet	<b>28</b> Comptes nationaux trimestriels - première estimation	<b>28</b> Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en juin	<b>28</b> Dépenses de consommation des ménages en biens en juin	<b>30</b> Indice des prix à la consommation en juillet - résultats provisoires

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau  
 Rédaction : Agence France Trésor  
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

[www.aft.gouv.fr](http://www.aft.gouv.fr)

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • 

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « [contact@aft.gouv.fr](mailto:contact@aft.gouv.fr) ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».